L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 19 JUILLET 1872. 45me Année—Vol. XLV.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI MATIN, 19 JUILLET.

NOUVELLES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Voir les détails, voir aux annonces.

Roger & Co., dans l'autre salles d'encan, vente réserve de bonjon, meubles et mercerie.

Mm Stern & Bros., est No 31 de la rue de Chartres, soulliers et bredequins, congrès

Duhan, Marks & Co. au No 35 de la rue Conti. Articles de fantaisie, "notions", chromos et tableaux à l'huile.

Candidature de Greeley.

La candidature d'Horace Greeley est le résultat de ces mouvements populaires, que tous les raisonnements du monde ne sauraient arrêter. Nous ne connaissons pas les causes qui ont fait préférer à nos concurrents dans la convention de Cincinnati, nous faisons abstraction complète d'opinion qui a rendu indispensable pour la réunion des républicains de la candidature de Grant, mise en avant par la convention nationale républicaine de Baltimore. L'opposition presque unanime de la presse démocratique, et au Sud, n'a pu arrêter ce pouvoir irrésistible, la seule explication qui mérite d'être donnée.

Cette opinion qui a existé sur toute la ligne les journaux démocrates et républicains peut, selon nous, s'expliquer

par les hostilités qui par nécessité de profession ont été des lecteurs assidus de la presse, ont trop identifié la candidature de Greeley avec les opinions les plus perverses du journal qu'il a fondé, pour ne pas croire qu'il ne pouvaient désagréer la candidature de Greeley et son caractère personnel, sans leur avoir inspiré la haine. De là, leur opposition énergique et souvent acharnée, qui fût aussi devenu celui

des démocratiques qui n'avaient pas les mêmes opinions de la *Tribune* mais qui étaient partisans parcourus à cet égard et promptement oubliés, ont trouvé que Greeley, non le directeur de la *Tribune* était du plus détestable des caractères, mais un bonhomme à l'homme avenante, original dans ses manières comme dans ses idées, connu de tout le monde et populaire par son originalité et la simplicité de ses manières. Ceux-ci n'ont vu que le Greeley de tous les jours, celui qui avait dit: "laissez le Sud s'en aller en paix," celui qui est interposé comme pacificateur, qui s'était porté caution pour Jefferson Davis, en dernier lieu, républicaniste,

d'une figure mobile et sympathique d'un rapport et le masque de Grant le taciturne, le peuple entraîner par son sentiment.

Il lui a semblé que l'homme de bien, l'homme de la réconciliation de la réaction contre les souvenirs de la guerre, et tout trouvé en Horace Greeley, était inutile d'en chercher un

Pour comprendre comment les journaux hostiles à l'opinion publique ont marché contre le torrent et composé cette convention démocratique, il faut constant et le plus important de tous heureux—de la manière dont a été acclamé comme le candidat démocratie à la présidence.

Les hommes inclinés, comme nous le devant la voix du peuple qui a raison; le sentiment populaire a toujours que la raison de ceux qui ne font que les souvenirs d'un passé et les que la tendance du mouvement est de leseflacer. Nous sommes heureux de voir aujourd'hui que l'avenir justifie la confiance et qu'Horace Greeley, notre président, prouve par ses que le peuple était dans le vrai en l'choisissant comme un trait-d'union entre les sections, comme le restaurateur de l'Union. Un citoyen digne dans de pareilles conditions d'avoir une connaissance droite et sûre et savoir dégager de ses idées et de ses préjugés, pour n'écouter de vues nécessaire à l'accomplissement de sa mission. Si Horace a l'intelligence de cette mission, il a compté à jouer le rôle d'un bienfaiteur nom brillera d'un grand lustre dans les présidents de la république

LES DE MM. JUMEL ET BOARMAN.

On dit, hier, que MM. Jumel et Boarman avaient autorisé le Comité Central à retirer leurs candidatures pour les remplacer par d'autres. Il y a journaux qui combattent le caractère de lancer contre les nominations les plus perfides à la formation de la liste de fusion, obligation des lettres de MM. Boarman et Jumel mettra fin à ces attaques naissaient. Il ne nous paraît pas que après avoir écrit ces lettres MM. Jumel et Boarman abandonnent ainsi leur parti. Jusqu'à preuve du contraire nous ces deux citoyens comme étant à mettre leur patriotisme au service de leur intérêt personnel et de leur propre.

Nouvelle-Orléans, 17 juin 1872.

Hon. Emile La Sère, Président du Comité Démocratie

MONSIEUR—Bien que très honoré de la députation qui m'a désigné candidat démocrate à l'auditeur des comptes publics, je crois devoir m'opposer à la division entre les mains du Comité Central dont vous êtes président. Vous en ferez l'usage que vous croirez convenable dans l'intérêt de la cause. Je me conformerai avec plaisir à la décision du comité.

Agréez, avec respect, etc.,

ALIEN JUMEL.

Nouvelle-Orléans, 17 juin 1872.

Hon. Emile La Sère, Président du Comité Central

MONSIEUR—Si, à votre avis, l'intérêt du parti l'exigeait, dans une circonstance quelconque, que mon nom ne figurât sur la liste des candidats de l'Etat, je me soumettrai avec plaisir à votre décision, et ferai, pour appuyer cette liste, tout ce qu'aura fait moi-même.

Si, que votre comité, dans la campagne qu'ouvrir, n'agira que dans l'intérêt de la Louisiane.

Agréez, etc.

ALEX. BOARMAN.

Les noms des SOLDATS CONFÉDÉRÉS, dont nous plaçons à la tête suivante, ne contiennent l'expression d'un regret sévère contre une population beaucoup fait et qui est disposée à beaucoup pour la cause dont il s'agit.

Bâton-Rouge, juillet 1872.

MM. les Editeurs,

Le *Abeille* du 21 juin la description des restes de soldats transférés de Richmond. Cette cérémonie dernier devoir rendu au courageux, m'a vivement ému, il lutte de tristes réflexions, en même patriotisme des Virginiens avec de mes compatriotes Louisiane.

La paix, l'espérais qu'il s'ouvrirait pour l'Etat des souscriptions en un monument à la mémoire aux soldats morts sur les champs dans les hôpitaux, par suite de ou de misère. Mais mon espérance a été déçue. Nos malheureux enfants, restent sont épars dans toutes les de la confédération, sont oubliés. n'avons rien qui atteste le souvenir nobles martyrs! Rien qui rappelle à la génération future que l'élite de la Louisiane a succombé en défendant pour son indépendance. Ces victimes n'étaient pas guidées par intérêt sordide qui a présidé à la séparation en combattant là l'obéissance au sentiment du patriotisme et du devoir. Puisse leur mémoire survivre à l'oubli.

UN VÉTÉRAN.

☞ Le grand tirage de la Loterie de la Louisiane aura lieu demain.

Ce soir courant, à 11 heures, au-devant de la compagnie. Le prix de \$50,000, avec 20,000 numéros de billet. Le public est invité à au tirage. Maintenant c'est au à jouer si l'argent qu'on met à la est perdu. Pour beaucoup de gens est un trésor, bien ce qu'elle met entre les mains d'un homme qui sait en tirer parti et en fait le moyen de sa fortune. Pour beaucoup c'est une cause d'économie, et le rapport, lors même qu'elle ne leur aucun gain, elle leur aura profité, aussi certainement mieux avoir une faible somme économisée que pas l'épargner du tout ou la en dépenses vaines. Dans ce pas on se ménage une chance de dans le second tout est perdu et l'on ne peut compter sur rien.

Revue des Journaux.

Dans un article bien pensé et bien écrit, le *Picayune* constate que la transformation que s'est opérée dans le parti démocrate à Baltimore, lui a donné une existence nouvelle et une vigueur pour l'action qui rappelle celle que ce parti déployait du temps de Jackson. L'antagonisme des forces existant dans la nation présuppose l'existence de deux partis seulement. Il n'y a pas de place pour un troisième.

Le parti démocrate, dit le *Picayune*, transformé et régénéré, tient la campagne, et c'est le comble de la présomption de la part d'une poignée de républicains de prétendre quien adoptant le nom de libéraux ils ont acquis le droit d'absorber l'organisation démocratique, et de commander les services des masses démocratiques, et, par ce procédé, de les donner le contrôle des affaires publiques, soit dans l'Etat soit dans la nation.

Notre confrère constate les progrès faits par les candidatures de la fusion qui sont acceptées partout comme répondant au sentiment populaire.

La lettre du gouverneur Warmoth met fin, dans l'opinion du *Times*, aux imputations dirigées contre le parti libéral relativement à l'objet personnel attribué à la création de ce parti. Le *Times* serait facile à satisfaire s'il croyait réellement à ce qu'il avance. Si M. Warmoth avait annoncé qu'il ne serait pas candidat devant la convention libérale, on pourrait invoquer sa déclaration comme une preuve de son désintéressement; mais, comme il a eu grand soin, au contraire, de poser sa candidature, et, comme ses émissaires dans les campagnes, ne se gênent pas pour avancer qu'il sera nommé et élu quand même, nous ne pouvons nous laisser influencer par les sophismes du *Times*.

Le *Times* parle d'une lettre de M. Boarman, l'un des candidats remplacés. S'il s'agit de la lettre que nous publions plus loin, le *Times* ne peut y puiser un argument pour notre cause. La décence interdit à M. Boarman de se joindre au parti libéral et nous croyons que le *Times* le calomnie en le comptant parmi les adhérents de la cause de Warmoth.

Le *Republican* discute les droits et les devoirs des comités de la démocratie et de la réforme. Il est permis de décliner la compétence en pareille matière de l'exorgane du parti radical qui est, aujourd'hui encore, le double organe des républicains du parti Campbell-Pinchback et des libéraux.

Le *Republican* donne d'étranges raisons pour expliquer l'élévation des taxes. Il oublie de mentionner les véritables, à savoir que les dépenses de l'Etat ont été portées par ses hauts fonctionnaires millions par an à sept millions et demi, et que trente millions ont été ajoutés à la dette de l'Etat et qu'il faut payer l'intérêt de ces trente millions.

Le *National Republican*, répondant à nos observations au sujet de la candidature de Greeley, attribue la décision de la convention de Baltimore au désir des démocrates d'avoir des places. C'est là une appréciation bien étroite de l'acte dont nous apprécions ailleurs les causes. Ce journal se livre à des calculs tout favorables à la cause qu'il soutient, calculs que nous considérons comme très problématiques. Le *National Republican* publie aussi un article de personnalités contre le propriétaire et les rédacteurs du *Times*.

L'ILLUSTRATION.—MM. Hébert & Cie., rue de Chartres, ont reçu le numéro du 29 juin de l'*Illustration*. Il contient une vue complète de la ville de Lyon.

MAISON T. MORRAU.—Nous publions aujourd'hui dans nos colonnes une annonce de cette maison populaire. Nous mentionnerons particulièrement dans la liste des marchandises annoncées, un bel assortiment de chemises françaises récemment établi. Ces chemises sortent des meilleures fabriques de Paris et, comme elles ont été reçues en peu de temps, elles seront vendues à des prix exceptionnels afin d'en faciliter l'écoulement. Les chemises de percale en couleur pour l'été et la campagne sont du meilleur goût et les dessins sont tout ce qu'il y a de plus nouveau. Nous signalerons également à l'attention de nos lecteurs et de nos lectrices le choix considérable d'articles de bain et de voyage dont la maison Moreau est toujours pourvue dans cette saison. Pour les autres articles trop variés que cette maison a toujours en grande quantité et qui sont de qualité supérieure, nous nous référons à la longue liste contenue dans l'annonce.

MAISON DE COMMISSION A PARIS.—La maison T. Morean, si honorablement connue à la Nouvelle-Orléans où elle a été établie en 1836, a une maison de commission rue Boileau No 82, à Auteuil-Paris. Les marchands de la Nouvelle-Orléans qui ont à faire des achats à Paris, ne sauraient mieux placer leur confiance qu'en s'adressant à cette maison qui offre toutes les conditions désirables de ponctualité, d'honorabilité et de capacité. Connaissant parfaitement la place de Paris, M. Morean pourra servir très heureusement les intérêts de ses commettants.

☞ On ne peut songer à acheter une machine à coudre, sans faire un examen attentif de la machine "Domestic," 108 rue du Canal, chez M. S. Hedricks.

EVENTAILS GREELEY.—Nous avons reçu de M. Louis Geo. Aubry, 48 rue Royale, un éventail représentant la tête de Greeley au naturel. Des soies blanches attachées sur les côtés et au sommet représentent les favoris et la mèche frontale du fermier de Chappaqua. La figure de Greeley n'a rien de distingué, mais elle respire la bonté et peut-être aussi la sensualité. Les éventails Greeley vont devenir à la mode: l'idée en est très originale.

La machine "Domestic" est la reine des machines à coudre, à points de chaînette; elle se vend au No 108, de la rue du Canal

NOUVELLES DU MEXIQUE.

Nous avons reçu hier soir des journaux de Mexico allant jusqu'au 29 juin. En voici quelques extraits:

QUERETARO.—Tout l'Etat est infesté de voleurs. Au dedans et au dehors de la ville, des vols sont commis impunément, jusque les autorités logées en veuillent les empêcher. 550 soldats d'infanterie ou de cavalerie, qui auraient pu être employés, de préférence, à la persécution des bandits, ont été envoyés pour renforcer la garnison de San Luis.

En échange de tout cela, la Législature accorde des fonds, non en matière de finances et de guerre, à M. le gouverneur Cervantes, jusqu'à un mois après la prochaine période des sessions du Congrès.

EMORE UN PLAGIO.—Le 24 courant, à 5 heures du soir, M. Miguel Uribe, propriétaire très estimé de Texcoco, a été plagié près de cette ville, au moment où il revenait de faire une promenade avec sa famille.

Quatre individus masqués se présentèrent à l'improviste et firent descendre M. Uribe de sa voiture en le maltraitant; ils l'attachèrent et le mirent sur une mule, après lui avoir bandé les yeux, pour pouvoir s'en sauver sans aucune difficulté.

Bien que l'intérêt ait été mis en mouvement tous ses agents, on ne sait encore rien de la victime.

ESCORE UN PLAGIO.—Avant-hier soir, à la sortie de Tacubaya Principal, M. Juan Cervantes a été plagié, et à l'heure où nous écrivons, on ignore encore où il aura été conduit, en personne, le gouverneur du District, en personne, avec l'aide de la police, s'occupe de rechercher la victime ainsi que les auteurs du crime.

LE TAMPAS.—La barque à vapeur française, de ce nom, arrivée à Veracruz, le 18 du courant, est partie de Veracruz, le 19 pour Port au Prince, avec un chargement de Frères du Haiti, Veracruz, Tuxpan et Tampico; elle jaugre 1,066 tonneaux et appartient à la maison J. et C. Prau et Cie de Bordeaux. C'est le premier voyage d'essai qu'elle fait sur la côte du Mexique, et ses propriétaires ont l'intention de construire trois vapeurs du même jaugeage et résistant aux mêmes conditions, dans le but d'établir un service périodique de voyageurs entre Bordeaux, Port au Prince, Veracruz, Tuxpan et Tampico.

VERACRUZ.—L'œuvre commencée du prolongement du môle a souffert un contretemps par suite d'une forte, mais courte tempête qui a obligé à réparer le dégât.

Nous publierons demain un exposé de la situation du Mexique qui, paraît-il, est plus déplorable que jamais.

—Le 30 juin, M. Tonnille, commissaire de police, a notifié au *Radical* un arrêté ainsi conçu:

"Le gouverneur de Paris, attendu que le journal le *Radical* met des idées subversives, provoque à la haine, et à un mépris du gouvernement et de l'armée, en représentant les soldats qui le gardent la lie de la société, etc.

"Art. 1er. La publication du journal le *Radical* est interdite.

"Art. 2me. Le préfet de police est chargé de l'exécution du présent arrêté.

"Paris, 26 juin 1872.

"Le général gouverneur de Paris,

Signé: "DE LA MIRAULT."

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Cette semaine pourra se nommer la semaine du sang.

Pas de jour, oh nous n'ayons eu à rapporter un meurtre, une tentative d'homicide, un acte de violence!

Aujourd'hui, il nous incombe le triste devoir de mettre sous les yeux du lecteur les détails d'une tragédie sanglante, qui a eu pour théâtre un des quartiers les mieux habités de la Nouvelle-Orléans.

Il était cinq heures vingt minutes de l'après-midi. Un jeune homme de vingt et quelques années, M. Lucien Adams, Jr., se trouvait rue de l'Esplanade, presque vis-à-vis la rue Tréma, sur le *neutral ground*, attendant le char. Il faisait face à la maison de M. Aristide Bienvenu, qui est située de côté inférieur de la rue de l'Esplanade, entre Saint-Claude et Marais. Cette maison porte le numéro 172.

M. Lucien Adams était là, depuis quelques instants, lorsque M. Aristide Bienvenu est sorti de chez lui, a traversé la rue, est venu droit au jeune homme et l'a interpellé avec vivacité.

Quelles sont textuellement les paroles adressées par M. Bienvenu à M. Adams et celles qui ont pu être échangées entre eux? L'enquête judiciaire nous les fera, sans doute, connaître. Voici, du moins, le sens de l'interpellation de M. Bienvenu:

—Monsieur, que faites-vous là, en face de ma maison? Vous regardez Mme Bienvenu, avec une insistance déplaisante.

(Dans ce moment-là, Mme Bienvenu rentrait chez elle.)

—Monsieur, a répondu M. Adams, je ne fais rien de ce que vous dites; j'attends le char.

Le ton irritant sur lequel la discussion avait débuté pouvait laisser présager une issue funeste.

Effectivement, après l'échange de quelques paroles, M. Bienvenu s'est avancé sur M. Adams, et celui-ci a levé une badine légère qu'il tenait à la main.

Aussitôt, M. Bienvenu s'est jeté en arrière, a tiré un revolver et fait feu sur M. Adams. Au moment où le premier coup l'a atteint, le jeune homme, étant reculé de quelques pas, devait se trouver sur la chaussée. Voulant se défendre, il a tiré un revolver, a fait feu, mais sans toucher son adversaire.

M. Adams a reçu trois blessures — dans la région inférieure de l'abdomen, au pubis—à la partie antérieure du pied droit—à la partie postérieure du pied gauche.

La maison No 172 et 174, rue de l'Esplanade, appartenant à Mme Vve MacLeane, porte les traces visibles, à l'une, à hauteur d'homme, sur la porte de service qui donne sache dans la cour, l'autre, à quelques pieds de là, à une hauteur moindre, sur la façade. La canne de M. Adams a été effleurée par une balle. Voyant son adversaire hors de combat, M. Bienvenu est rentré chez lui.

Le malheureux jeune homme s'est, alors, traîné jusqu'au trottoir, qui, dans cette partie de la rue, en face du numéro 172, est très élevé au-dessus du ruisseau, et s'est assis.

Le dernier coup de pistolet était à peine tiré que, déjà, retentissait le sifflet de police, et l'officier Simon accourait auprès du blessé. Au même moment, passaient deux estimables citoyens: MM. Michel de Armas et J. B. D. Casenave.

Apercevant M. Adams dans cette triste position, MM. de Armas et Casenave se sont empressés auprès de lui, et le soutenant, le portant à demi, ils l'ont conduit chez le docteur de Rancé, rue Tréma, à l'angle de la rue du Quartier.

M. Adams perdait son sang en abondance. Ses vêtements—un costume complet de toile blanche—en étaient inondés, et une traînée sanglante a marqué son passage sur les trottoirs des rues Esplanade et Tréma, jusqu'à la maison du docteur de Rancé.

Ce praticien, après avoir examiné les blessures de M. Adams et en avoir constaté la gravité, a envoyé chercher une voiture pour transporter le jeune homme à son domicile, rue Bourgogne, 43.

En attendant l'arrivée de la voiture, M. Adams est resté assis sur un canapé dans la salle à manger du docteur, supportant avec un grand courage les pénibles souffrances que lui causait sa blessure de l'abdomen. La balle a frappé le pubis, et par déviation, est allée se loger dans la région de l'aine.

Transporté dans son domicile, par les soins du docteur Rancé, M. Adams a reçu la visite du docteur Gaudet, médecin de sa famille, qui s'est adjoint, nous dit-on, le docteur Mercier.

Les hommes de l'art ne se sont pas encore prononcés sur l'état du blessé; mais il est évident que cet état est d'une gravité extrême. Au moment où nous écrivons, une seule balle a été extraite, celle du pied gauche.

M. Aristide Bienvenu s'est constitué prisonnier entre les mains de l'officier Simon.

Tel est l'ensemble des faits, d'après les renseignements que nous avons pu nous procurer. L'enquête judiciaire précisera les détails de cette lugubre et sanglante tragédie. Nous en ferons connaître le résultat aux lecteurs du journal.

Derniers renseignements. — M. Aristide Bienvenu s'est renfermé dans un mutisme complet et a refusé de répondre aux questions qui lui ont été posées. La version de ses amis diffère en quelques points de la relation ci-dessus. L'enquête judiciaire éclaircira et précisera les faits.

M. Adams, paraît-il, était venu dans un char de la ligne Remparts et Esplanade jusqu'à cette dernière rue. Là, il avait quitté le char et pris à pied la rue de l'Esplanade. Il s'était arrêté pour attendre le char suivant.

Dans le char par lequel il était venu se trouvait Mme Bienvenu. Un des amis de M. Adams avait dit à celui-ci le nom de cette dame.

Le Dr. J. B. Cooper, médecin de la ville, a été appelé à faire une enquête sur le décès de Félix Vincent, dont nous avons rapporté, hier, la fin tragique. Il a constaté que la mort était la conséquence d'une blessure par arme franchante. L'arme a pénétré entre la troisième et la deuxième côte, à une profondeur de dent pouces et demi dans le poumon gauche; sur son passage elle a rencontré l'artère axillaire et on a fait la section; ce qui a provoqué une hémorrhagie interne.

Félix Vincent était un homme de couleur, âgé de trente-cinq ans, et employé au service des rues, sous les ordres du surintendant Wm Vignes.

Pierre Pujol, le meurtrier, est aussi de couleur; il a vingt-quatre ans, et remplit les fonctions de portier à la Cour du recorder McArthur.

L'enquête judiciaire a été ouverte, hier, et sera probablement terminée aujourd'hui. L'accusé, dans ses premières déclarations, prétend avoir été frappé à la tête par le défunt.

—Une tentative d'homicide a été commise, à bord du schooner "Tiger" mouillé dans le Vieux Bassin, sur la personne d'un nommé Thomas Hanson, par un individu du nom d'Anthony.

Le coupable s'est soustrait aux recherches de la justice. Le blessé, dans une fort triste condition, a été transporté à l'Hôpital de Charité.

Le rapport de police mentionne les deux accidents suivants:

Un jeune garçon de 13 ans, Robert Lusher, dont les parents demeurent rue Joséphine 217, est tombé d'une charrette à arroser (No 2,368). La roue lui a passé sur le corps. Transporté à son domicile, il a reçu les soins du Dr. Lany, qui conserve peu d'espoir de le sauver.

Un enfant de six jours est tombée de son berceau et a succombé aux suites des blessures qu'elle a reçues. Domicile des parents, rue Roman, entre Annette et St-Antoine.

JUGEMENT D'EMILE LEGIER, PHARMACIEN DE L'HOPITAL DE CHARITÉ.—Emile Legier, le pharmacien de l'Hôpital de Charité, arrêté le 7 juillet sur un mandat du Grand Jury, a été jugé hier à la cour criminelle. Il est accusé de s'être approprié différents médicaments appartenant à l'Hôpital de Charité et évalués à \$170, à peu près.

L'avocat de la défense était M. J. J. Finney. Plusieurs témoins ont été entendus et leurs témoignages ont été très forts dans l'intérêt de l'accusé. Le jury s'est retiré à 4 heures et demie. Il n'a pas pu s'accorder après une première addition de l'affaire; on lui a permis de se retirer, à condition qu'il ne communiquerait pas avec des personnes étrangères sur cette affaire.

Le Comité des chemins de fer s'est réuni hier, à une heure de l'après-midi, au Cotton Exchange, sous la présidence de M. Moses Greenwood.

Etaient présents: MM. Louis Schnidecker, Wm. A. Bell, John M. Kennard, Wm. Hartwell, John Chaffe, T. Tupper, A. Baldwin, L. C. Collemaner, P. Bodman, Jr., Adams, H. J. Sears, L. J. Higby, E. Bidez, C. J. Leeds, B. J. Want.

Conformément aux résolutions passées dans la séance précédente, MM. T. Tupper, Thos. D. Miller, Louis Schneider, Cyrus Bussey et A. Baldwin, ont été nommés membres du sous-comité des chemins de fer.

M. Tupper, au nom de ce comité, a demandé un délai pour terminer le rapport concernant le chemin de fer de la Nlle-Orléans, de Mobile et du Texas.

Rien encore du colonel Sects.

Les six Recorders ont versé dans la caisse de l'Association de la police la somme de $254, produit des amendes pendant la semaine qui a pris fin le 13 juillet 1872.

Cette somme se répartit comme suit:

District.	Recorder.	Montant.
1	Recorder Houston.....	$186 50
2	Recorder McArthur.....	105 00
3	Recorder Leclerc.....	52 50
4	Recorder Billings.....	37 50
5	Recorder Trenchard.....	4 50
6	Recorder Campbell.....	6 00
	Total.....	$351 00

ORGANISATIONS DÉMOCRATIQUES.

La Légion de Seymour (Seymour Legion), l'une de nos organisations démocratiques qui furent les plus populaires pendant la campagne électorale de 1868, s'est reconstituée, hier soir.

Les membres de ce club, réunis en meeting dans une des salles du quartier-général du Comité Central Démocratique, ont ratifié les nominations de la Convention de Baltimore, et la liste de Fusion pour les candidatures aux emplois d'Etat.

Puis ils ont procédé à l'élection de leurs officiers.

Président.	H. Gibbs Morgan.	
Vice-Prés.	1er dist.,	Robt. J. Clohecy.
"	2d "	Paul Cazdevielle.
"	3e "	Jos. Bienvenu.
"	4e "	Frank Wall.
"	5e "	
"	6e "	E. J. Fellowes.
Secrétaire,	John J. Barnett.	
Asst. "	L. B. Clark.	
Trésorier.	J. Arnoult.	
Gr. Marshal.	J. O'Brien.	
Asst. "	James Menehaw.	
"	C. E. Haggerty.	
"	O. M. Tennyson.	
"	L. André Barthe.	

Un nouveau club démocratique vient de s'organiser dans le onzième ward, sous le nom de "Eleventh Ward Workingmen's Democratic Club."

Les officiers sont:

Président—M. C. W. Willis.

Vice-présidents—MM. F. W. Moorots et le juge Thos. J. Collins.

Secrétaire—M. A. McDonnell.

Trésorier—P. Rusk.

Marshal—M. Clark.

Les "Greeley Guards" ont adhéré pleinement aux principes du parti démocrate. Mardi soir, ils ont tenu un meeting dans la rotonde de l'Hôtel St. Louis et nommé les officiers suivants:

Président—J. H. Castellanos.

Vice-présidents—J. H. Mansel, Wm. Opp, J. J. Goeke.

Secrétaire—Frank Otto.

Asst. Secrétaire—G. Bonnafon.

Trésorier—John Simon.

Grand Marshall—John Steer.

TEMPÉRATURE.—18 juillet 1872.
Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.....	82	28
12 M.....	90	32
3 P. M.....	92	33
6 P. M.....	88	31

Chronique de la Louisiane.

LA LISTE DE FUSION ET LA PRESSE RÉPUBLICAINE.—La plupart des journaux démocrates des campagnes, et de fait, tous ceux vraiment dignes de porter ce nom, soutiennent la liste de fusion de l'Etat. Ils acceptent le programme qui a été adopté par les deux comités réunis du parti démocrate et du parti de la réforme.

Tous les jours, nous en voyons de nouveaux se ranger sous la bannière démocratique, symbole de gloire et d'honneur, arrivés de toutes les parties pour combattre à côté de la honte et de la corruption, représenté par les politiciens sans l'aveugle qui tenaient quatre années ont pillé et dégradé la Louisiane.

Ils comprennent que tout compromis, quelle que soit la forme politique ou républicaine, est antisocial, non seulement à la vie de l'Etat, mais compromettrait en sa une temps leur honneur et leur dignité d'hommes. Ils ne se laissent pas tromper par de vaines paroles, et leurs yeux perçants découvrent tout de suite le piége, et, vice à travers tout le fatras de verdu dont les libéraux font parade. Comme saint Thomas, ils veulent toucher avant de croire et même en touchant, il n'est pas dit encore qu'il leur serait possible de croire à l'honnêteté de certaine gens. Ils connaissent trop bien la vérité du proverbe qui dit: qui a bu, boira, pour ajouter foi au repentir trop tardif de ceux qui ne sont arrêtés à leurs dépens, ou pour se laisser attendrir par les larmes de crocodile que versent sur des désastres ceux mêmes qui les ont causés.

Ils veulent anéantir la race des aventuriers avides qui ne sont abattus sur la Louisiane comme une bande de vautours pour se partager les dépouilles de la guerre; et ils veulent donner l'admiration de l'Etat à des hommes honorables et désintéressés, qui sont au-dessus du soupçon, et qui, né au milieu d'eux, peuvent se considérer identifier avec les intérêts de la Louisiane.

Parmi ceux qui partagent ces opinions et ces idées, il en est, nous le savons par traditions du passé, nous citerons le "Médicional" de la paroisse Vermillion et le "White Hall Gazette" de la paroisse Livingston qui lui font écho. On sait la liste déjà nombreuse des organes démocratiques des campagnes, qui ont conservé leur intégrité et leur vaillance au milieu de la corruption générale, et qui n'ont d'autre ambition que de libérer l'Etat du despotisme et de la honte.

Le temps de l'action est proche, et la démocratie saura prouver à ses ennemis, qui ont annoncé sa mort et ses funérailles, qu'il lui reste encore assez de force pour sauver la question, le dégager de la lutte et couvrir de confusion les ambitieux désappointés et les railleurs déplétés. Rira bien qui rira le dernier.

LES NOUVEAUX IMPOTS EN FRANCE.

Nous lisons dans la *Gazette de France* du 26 juin:

M. de Goulard, ministre des finances, a fait connaître hier les impôts nouveaux que le gouvernement recommande à l'adoption de la Chambre pour subvenir aux besoins du Trésor. On se souvient qu'à la suite du vote du 19 janvier dernier, le ministre chercha des fonds à établir pour solder le budget sans recourir à l'emprunt sur les matières premières fut renvoyée à la commission du budget de 1873, pour en examen est sorti le rapport de M. Desseligny. Les besoins, dans ce rapport, sont évalués à 91,000,000. Pour couvrir cette somme la commission propose les impôts suivants:

Taxe sur les valeurs mobilières devant produire..... 15,000,000

Taxe sur les sécsecos hypothécaires..... 6,000,000

Impôt sur le chiffre des affaires. 70,000,000

Total..... 91,000,000

auxquels il convient d'ajouter... 7,000,000

produit d'une taxe à établir sur le transport des journaux, les chevaux, les voitures à place, les permis d'arrivant ainsi à une somme d'environ..... 100,000,000

La commission indique en outre comme ressources supplémentaires auxquelles il serait toujours possible de recourir, si les impôts proposés ne donnaient pas les sommes demandées:

Un accroissement de droit sur les alcools..... 30,000,000

Un second décime sur le sel..... 30,000,000

Un décime additionnel au principal de l'impôt foncier..... 17,000,000

Total..... 77,000,000

auxquels on pourrait ajouter encore Pimpôt sur les places et le doublement du droit de succession en ligne directe; la commission pense qu'on pourrait obtenir ainsi une somme ronde de..... 200,000,000

On voit que les industriels ont obtenu gain de cause devant la commission; ils ont réussi à faire imposer tout le monde excepté eux-mêmes. Il ne peut faire hier par M. de Goulard et les paroles prononcées par M. Thiers prouvent que le gouvernement a des vues et des intentions très différentes de celles de la commission. D'après le ministre des finances, et il est malheureusement impossible de voir le contraire, il faudrait obtenir 400 millions pour équilibrer le budget, et 1872 n'est pas de 120 millions comme on en fait magistrat, mais bien de 200 millions, tant à cause de l'insuffisance de certains revenus que par suite de la remplacé à faire des intérêts à 5 6/0 des 3 milliards qui sont dus à la Prusse. Il y a lieu de penser, selon nous, que ces chiffres ont encore au-dessous de la réalité; il faut en effet tenir compte des garanties d'intérêts dues aux compagnies de chemins de fer; il faut tenir compte aussi de la somme nécessaire à obtenir pour équilibrer le budget de 1873, somme qui ne sera pas inférieure à celle de 1872. Il a dit qu'il tenait à ne pas augmenter les impôts existants, mais il a annoncé qu'il allait demander à l'Assemblée le vote de nouveaux impôts. Ces impôts, quels seront-ils? Nous ne le savons pas encore, mais ils devront être votés avant la fin de la session.

Il paraîtrait que l'on ne parle plus de quatre milliards, mais on pourrait bien ne pas tarder à en parler. Il paraît certain que le gouvernement a l'intention de demander à l'Assemblée le vote d'un emprunt de deux milliards, destiné à compléter la libération du territoire et à reconstituer le matériel de guerre. Il paraît également certain que le gouvernement a l'intention de demander à l'Assemblée le vote d'un emprunt de deux milliards, destiné à compléter la libération du territoire et à reconstituer le matériel de guerre. Il paraît également certain que le gouvernement a l'intention de demander à l'Assemblée le vote d'un emprunt de deux milliards, destiné à compléter la libération du territoire et à reconstituer le matériel de guerre. Il paraît également certain que le gouvernement a l'intention de demander à l'Assemblée le vote d'un emprunt de deux milliards, destiné à compléter la libération du territoire et à reconstituer le matériel de guerre.

—*La Gazette de France* du 20 juin annonce ainsi le premier vote:

Le principe de la taxe sur les prêts hypothécaires a été voté hier à une faible majorité. Il reste heureusement à voter sur l'article qui met votre taxe, et sur l'ensemble de la loi. Plusieurs membres de la droite ont déclaré qu'ils voteraient contre la loi, si cet article était maintenu. Il est donc encore revenir sur le vote d'hier, et espérons que nous en aurons le courage. Il vient en effet d'être démontré que l'article en question est inapplicable, que la perception en serait ruineuse pour le commerce, pour les petites bourses, pour les petites gens que ce qu'il a produit.

DÉPÊCHES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

EUROPE.

L'Arbitrage de Genève.

Genève, 16 juillet.—Les préliminaires sont terminés et le tribunal s'est réuni à examiner séparément chaque cas de navire de guerre.

Londres, 18—Dépêche au *World* par le câble.—L'agent sarrisle a demandé que le tribunal du traité des Alabama du Tallahassee, Chicamauga, Sumter, Nashville, Retribution, Boston, Sallie, Jeff. Davis, V. H. Jay et Music. Chaque parti a présenté un mémoire soutenant l'opposition des moyens de droit. Un sommaire des relations américaines dans l'affaire du Florida a été présenté aujourd'hui.

Le professeur Montague Bernard est arrivé aujourd'hui. Les toits et les balcons des hôtels sont couverts de drapeaux et de guirlandes.

Arrivée de Stanley.

Londres, 18 juillet.—Des dépêches de Port Said annoncent le retour en Angleterre du Stanley qui a joué un certain rôle dans le voyage entrepris pour découvrir Livingstone. Un fils du Dr Livingstone l'accompagne.

Vienne, 18 juillet.—On rapporte dans les cercles diplomatiques que le général de Schweinitz, envoyé allemand à la cour d'Autriche, est à la veille d'épouser la fille de l'honorable John Jay, ministre des Etats-Unis.

ANTILLES.

Havane, 16 juillet.—Le général Fazar a été nommé commandant en chef des forces espagnoles dans le district de San Espiritu. Les insurgés ont tué récemment deux volontaires à une lieue de Manzanillo.

Les journaux de Matériser de l'île, favorables à la cause des Cubains natifs, republient la proclamation de Valmaseda de 12 juillet.

Il y a eu des victimes, parmi lesquels l'ex-secrétaire de la légation, Conrad, de la Louisiane. Le juge John Hemphill, qui était ici lundi soir, en route pour Pittsburg, Kentucky, pour affaires de chemin de fer.

L'Affaire de la Conspiration.

Raleigh, 18—Le commissaire des Etats-Unis a lancé des mandats d'arrêt contre les conspirateurs qui ont pris part à l'insurrection faite pour s'emparer du gouverneur Holden. Le marshal a été chargé de l'exécution de ces mandats. Il est arrivé ici des témoignages établissant que l'insurrection devait être terminée avant le 1er août. Le commissaire aura huit jours pour examiner les témoignages et les preuves requises, au contrôleur de la circulation.

Observations Météorologiques.

Les probabilités disent qu'il y a bonne chance de pluie en Virginie et dans la Caroline du Nord et de beau temps dans les Etats du Golfe pour vendredi.

Le parti républicain et la campagne électorale.—*Projet de loi de Rimmark pour arrêter l'immigration.*

New York, 18 juillet.—Le Comité exécutif national du parti républicain s'est réuni hier après-midi. Le but de la réunion était de discuter les mesures à prendre pour s'occuper de la campagne électorale. Wm. Fishback, la Caroline du Nord et Orsen Vaughan, l'ex-sénateur Abbott a rapporté que tout était pour le mieux dans la Caroline du Nord.

Le colonel Evrel, président du Comité central de l'Etat, a présidé la Pennsylvanie à la place de M. Kimbell, qui était malade.

On a suggéré l'idée d'utiliser tous les démocrates et autres libéraux dans l'Etat de New York, et on a pris des mesures en conséquence.

On se préparera également à ouvrir résolument la campagne dans l'Ouest.

Un membre éminent de